



- Vendredis de l'IAG : La mise en œuvre des politiques de développement -

La seconde session des 'Vendredis de l'IAG' s'est tenue le 23 Juillet 2010 au siège de l'Institut, sous la Présidence de **Madame Ingrid Cyimana**, Représentante Résidente Adjointe du PNUD au Sénégal. Réunissant une vingtaine de participants (représentants d'organisations internationales et de partenaires au développement, universitaires et chercheurs confirmés, membres de la société civile, experts rattachés à des think tanks, étudiants), cette session portait sur 'la mise en œuvre des politiques de développement'.

I. Le choix de ce thème se situait dans le prolongement de la session des 'Vendredis de l'IAG' consacrée à un questionnement africain de l'économie politique de la notion 'd'Etat Fragile' comme contexte potentiellement pertinent et opératoire de la gouvernance de développement. L'une des idées dégagées de cette rencontre a été d'engager une réflexion opérationnelle fine sur 'la mise en œuvre des politiques de développement' (conçues de manière empirique à la fois comme politiques et actions publiques, mais également comme programmes d'actions gouvernementale découlant d'engagements locaux, nationaux et internationaux). Le constat avait en effet été établi que le schéma classique d'observation du cycle de vie d'une politique de développement dans les pays Africains, quelque soit le contexte qui les caractérise, repose généralement sur une alternative : soit elle est adoptée, mais non appliquée ; soit un effort d'application est entrepris et ce dernier est tributaire de nombreuses lacunes et carences qui obèrent in fine le sens et la portée de cette politique.

Un élément supplémentaire a conforté l'IAG dans la volonté d'aborder cette thématique : l'organisation en Septembre 2010 du sommet de l'ONU sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont l'un des thèmes de discussion sera justement les défis et enjeux de la mise en œuvre des politiques de développement à la lumière de l'objectif de la réalisation des OMD en 2015. Allant dans le même sens, le Comité des Représentants Permanents des Pays Membres de l'Union Africaine, réuni à Kampala les 19 et 20 Juillet, a également considéré cette problématique comme prioritaire en matière de 'santé maternelle, néonatale et infantile' (Thème du XV^e sommet ordinaire des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine de Kampala) et, plus généralement, de l'évaluation de la réalisation des OMD. C'est dire que l'IAG escomptait beaucoup des échanges de cette seconde session des 'Vendredis de l'IAG' : la production d'éléments de réflexion à partir de l'Afrique, pour l'Afrique et par des Africains, avec les partenaires au développement susceptibles de contribuer à la réflexion et aux échanges à venir sur les OMD. Dire cela ne signifie cependant pas qu'un tel regard réflexif n'ait jamais existé. Au contraire, il a eu lieu dans le cadre de politiques publiques sectorielles (politiques de lutte contre le VIH/Sida, politiques de lutte contre la pauvreté, transparence dans les industries extractives, renforcement de la sécurité humaine, ...), de dispositifs d'action publique africains (tels le MAEP et la BAD), et a été mené par différents partenaires au développement multilatéraux (particulièrement le PNUD et l'UNECA) et bilatéraux, au sein de différents Think tanks, sur la base de travaux universitaires africanistes de la seconde génération, ... L'innovation de la démarche de cette session a résidé dans le croisement de ces intelligences en un espace et un moment communs pour produire un argu-



mentaire/savoir collectif espéré endogène et légitime en matière de ‘mise en œuvre des politiques de développement’.

II. Trois principaux enseignements peuvent être dégagés des échanges entre participants à cette seconde session des ‘Vendredis de l’IAG’.

- a. D’une part, ‘la mise en œuvre’ (*implementation*) n’est pas seulement un acte technique dont l’analyse pourrait être réduite à une approche en termes de séquence, application de modèles importés ou de qualité. Elle est surtout un processus politique endogène qui participe de la (re) création du lien social, de l’établissement et/ou la restauration de la confiance (*Trust*) entre les citoyens et leurs pouvoirs publics, de la production de l’ordre politique dans les contextes de gouvernance de développement. En ce sens, ‘la mise en œuvre’ est un élément central de la refondation de l’Etat en Afrique.
- b. Trois pré-conditions ont d’autre part été identifiées comme susceptibles de permettre une mise en œuvre effective et optimale des politiques de développement :
 - L’existence d’une réelle volonté politique (y compris la qualité du leadership politique) ;
 - La participation citoyenne dès la formulation des politiques de développement (intégrant leur appropriation citoyenne, le genre, leur trans-sectorialité potentielle, la routinisation de l’évaluation et de la redevabilité, l’articulation des échelles d’action, le renforcement des interactions entre perspective top/down et modèle bottom/up) ;
 - L’existence de capacités de mise en œuvre non seulement au niveau du ‘haut’ (administrations, agents publics, ...) mais également en ‘bas’ (société civile, acteurs locaux, ...) ; couplée à la préférence par les partenaires au développement (multilatéraux et bilatéraux) pour un développement/renforcement de ces capacités plutôt qu’à la substitution ou un retour à une relation asymétrique (et faussement partenariale) justifiées par les nouvelles exigences de la crise économique et financière contemporaine dont les origines ne sont pas Africaines.
- c. La combinaison et l’effectivité de ces trois pré-conditions, y compris avec l’appui des partenaires au développement, a enfin été considérée comme un nouveau paradigme permettant de spécifier la gouvernance de développement des différents modèles de régulation de l’espace public (bonne gouvernance, gouvernance démocratique, ...) qui l’ont précédé. Ces pré-conditions sont des composantes dirimantes des ‘valeurs communes’ Africaines dont l’Union Africaine a fait le thème de son prochain sommet des Chefs d’Etat et de gouvernement.